Le rôle de l'espace dans le diagnostic et le traitement des "malaises sociaux". Sur quelques implicites de la politique de la ville en France

Gérard Baudin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sociologico/1666>

DOI : 10.4000/sociologico.1666

ISSN : 2182-7427

Éditeur

CICS.NOVA - Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais da Universidade Nova de Lisboa

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination : 91-101

ISSN : 0872-8380

Référence électronique

Gérard Baudin, « Le rôle de l'espace dans le diagnostic et le traitement des "malaises sociaux". Sur quelques implicites de la politique de la ville en France », *Forum Sociológico* [En ligne], 17 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 29 mars 2022. URL : <http://journals.openedition.org/sociologico/1666> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sociologico.1666>

LE RÔLE DE L'ESPACE DANS LE DIAGNOSTIC ET LE TRAITEMENT DES "MALAISES SOCIAUX". SUR QUELQUES IMPLICITES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE EN FRANCE*

Gérard Baudin

■ Ecole d'Architecture de Marne la Vallée et Institut Français d'urbanisme, Laboratoire Théorie des mutations urbaines, UMR AUS-CNRS (França) (Gerard.Baudin@univ-paris8.fr)

Résumé

En France, l'action urbanistique qui vise certains quartiers de banlieues contient de nombreux présupposés qu'on retrouve dans des catégories, des classifications, des notions voire des slogans contribuant à la construction de la rhétorique d'aménagement de ces secteurs d'habitat social. Par l'examen critique de l'impératif de mixité sociale, du mode de caractérisation de territoires et leurs populations, de notions propres à soulever l'émotion ou encore de normes implicites de sociabilité, cet article tente de dégager quelques soubassements de l'intervention étatique. Ainsi, les discours justifiant des interventions dans ces secteurs entretiennent une confusion entre les caractéristiques de l'espace et celles des groupes sociaux qui l'occupent et reposent sur un postulat spatialiste selon lequel on pourrait résoudre les problèmes sociaux par une intervention spatiale. Plus généralement, c'est aussi de la conception du politique et de son action dont il est question.

Mots clés: construction sociale, mixité, politiques publiques, représentations, urbanisme

Abstract

In France, some of the suburb urban intervention relies on numerous assumptions that could be found in the categories, classifications, notions or even in the slogans that contribute to the organizational rhetoric construction of these social housing sectors. This paper tries to reveal some of the public intervention assumptions, by performing a critical analysis of the social mix imperative, the way in which the territories and its populations are characterized, the notions used to lift emotions and the implicit norms of sociability. In fact, the discourse that justify the intervention in these sectors confuses the physical space characteristics with the characteristics of the social groups that live in and relies on a physical space postulation by which the social problems can be worked out through a space intervention. On a broader view, this is too the perspective of the politicians and of their action.

Keywords: Social construction; Mix; Public Policy; Representation; Urbanism

Resumo

Em França, a acção urbanística empreendida em alguns bairros suburbanos assenta em inúmeros pressupostos que podemos encontrar em categorias, classificações, noções, ou até mesmo slogans que contribuem para a construção da retórica de organização desses sectores de habitação social. A análise crítica do imperativo de mistura social, da forma como são caracterizados os territórios e as suas populações, de noções destinadas a suscitar emoção ou ainda das normas implícitas de sociabilidade, este artigo tenta pôr a descoberto algumas bases da intervenção estatal. Desta forma, os discursos que justificam as intervenções nesses sectores levam a uma confusão entre

* Cet article reprend des éléments de contributions plus anciennes: "Limites spatiales, limites sociales, à propos de limites administratives et opérationnelles", *Cahiers du CREHU*, 1996; "La mixité sociale: une utopie urbaine et urbanistique", in *Les utopies de la ville*, Presses universitaires de Franche-Comté, 2001; G. Baudin et P. Genestier (eds), *Banlieues à problèmes. Construction d'un problème social et d'une action publique*, La documentation française, 2002.

as caractersticas do espao e as dos grupos sociais que o ocupam e assentam num postulado espacialista segundo o qual os problemas sociais poderiam ser resolvidos atravs da interveno sobre o espao. De forma mais geral, trata-se tm tambm da concepo do poltico e da sua ao.

Palavras-chave: Construo social; mistura; polticas pblicas, representaes; urbanismo

Avertissement

Comme on le lira, l'analyse dveloppe dans cet article¹ s'appuie sur des expressions, vocables ou notions qui peuvent s'avrer inintelligibles ou incongrus pour un lecteur non inform des dispositifs tatiques franais concernant la banlieue et du vocabulaire qui, dans le mme temps non seulement les expriment mais visent aussi les justifier. Pour viter que des lments de cette rhtorique ne soient incompris et au risque d'alourdir ce texte, nous avons livr quelques informations susceptibles de faciliter la saisie de ses enjeux et des questions qu'elle pose. Il nous a aussi sembl indispensable de lever ce possible cueil afin de ne pas l'ajouter la difficult relative l'criture sociologique.

Depuis plus d'une vingtaine d'annes, de nombreux travaux de sociologie visent, plus ou moins directement, ce qu'il est convenu d'appeler les "banlieues"². Plus rcemment, ces tudes se sont multiplies — tudes ne concernant d'ailleurs que trs peu la priphrie urbaine en gnral et bien plus les quartiers d'habitat social qui en outre ne sont pas tous localiss dans des communes suburbaines des grandes agglomrations —, certainement stimules par les vnements dont ces lieux ont t le thtre au mois de novembre 2005. Cette thmatique parat loin d'tre puise puisque de nouveaux incidents, certes sans commune mesure avec les prcdents, se sont produits dans plusieurs communes de la priphrie parisienne la fin du mois de novembre 2007. Ces vnements ont t qualifis de "violences urbaines", "d'meutes" ou de "crise", autant d'expressions qui peuvent tre partiellement considres comme rvlatrices des postures adoptes³. Que ce soit en matire de politique publique comme dans d'autres activits moins officielles et quotidiennes, les mots ont un poids. Et ils psent diffremment en raison de leur choix, en raison aussi de la signification accorde par celui qui les nonce, en raison enfin de la force d'imposition qu'ils enferment, elle-mme en relation troite avec les proprits sociales de leur auteur et de l'univers auquel il appartient. Comme souvent et appliquant en cela le prcepte de "rupture pistmologique", la sociologie pratique une dconstruction d'expressions

et ce qu'elles visent pour faire apparatre ce que ces dernires engagent commencer par leurs prsupposs amnsis et leurs conditions de possibilit d'mergence.

 l'instar d'autres actions de pouvoir, la politique urbaine mobilise un vocabulaire qui dsigne, commente et lgitime des actions. Constat apparemment paradoxal: si, du fait de leur relative invisibilit, de nombreuses actions tatiques ou plus gnralement publiques semblent ncessiter informations et justificatifs largement dvelopps par les lus et les hauts fonctionnaires, l'amnagement urbain volontariste pourrait *a priori* tre largement exempt de ces discours car il produit des objets trs concrets (construction de logements, de routes ou d'quipements) pouvant suffire montrer l'existence et le rsultat de la politique mene. Or, il n'en est rien. De surcrot, ce qui est, depuis quelques dcennies, appel la Politique de la Ville — bien mal nomme puisqu'elle intresse quasi exclusivement la "banlieue"⁴ — a t l'occasion d'une prolifration de dclarations, de cration de lieux de dbats et d'laboration de rapports et d'tudes, pour inventer et justifier ses dispositifs d'action. Dans une moindre mesure et peut-tre plus banalement, on pourrait en dire autant concernant la politique urbaine mene au niveau national ou local. Viendrait alors l'esprit une premire explication du paradoxe voqu plus haut: l'enjeu de ces politiques dpasse le simple amnagement de l'espace ou la simple construction de btiments. Ds lors, il conviendrait de s'interroger sur les raisons d'une telle inflation discursive, de la rapporter une ventuelle spcificit de cette intervention ou au contraire une caractristique commune toute action publique, la rapporter aussi au contexte socital et une analyse gnrale qui permettrait de l'lucider.

Malgr l'intrt d'une telle investigation et surtout en raison de son ampleur, nous prfrons dans le cadre d'un article n'aborder cette question qu'au travers de l'analyse de sa manifestation verbale. Ainsi, partir de quelques slogans ou vocables rcurrents dans les discours politiques et annexe-ment urbanistiques, nous essaierons d'identifier les prsupposs qui sont l'uvre dans une action visant essentiellement l'espace physique et le raisonnement qui est cens la fonder. Autrement dit, en prenant du recul par rapport un tat de fait et des vnements qui ont conduit les gouvernements

de différentes obédiences politiques, les techniciens et les médias à considérer en France la "banlieue" comme un "problème social" ou un lieu d'où émergeraient des "malaises sociaux", cette contribution cherchera à examiner les principaux fondements de l'argumentaire concourant à préconstruire la Politique de la Ville, argumentaire à mettre en relation avec la manière - peut-être spécifiquement française - de considérer l'articulation entre l'espace physique et l'espace social.

L'utopique mixité sociale

Comme dans les autres discours politiques, la plupart des discours officiels sur la ville - qu'il s'agisse de déclarations, de rapports de commissions ou de textes législatifs - mobilisent évidemment un vocabulaire employant des notions généralisatrices voire moralisatrices affirmant l'intérêt commun ou des vertus, notions propices à apporter un accent volontariste sinon incantatoire. Mais, à ce répertoire discursif traditionnel, s'ajoutent des expressions qui, par leur déplacement du champ dans lequel elles ont été produites et abondamment usitées (l'urbanisme, les sciences sociales) tendent simultanément à étendre leur sens jusqu'à le brouiller et dont l'usage espère y puiser une légitimité technique ou scientifique. C'est le cas des notions de "projet", de "rénovation" et de "d'enclavement" ou encore de "lien social", de "déviance" et de "marginalité". C'est aussi le cas de la "mixité sociale" ou plus simplement de la "mixité".

Qu'elle soit employée sous la forme de slogan, de notion ou d'indicateur, ceux qui en usent présentent la mixité comme un remède aux maux qu'ils imputent à la ville contemporaine. Une telle thérapie mérite un examen non seulement en raison des doutes qu'on peut émettre quant à la possibilité de son application mais plus encore parce qu'elle nous apparaît significative de postulats qui fonderaient un raisonnement selon lequel on pourrait intervenir sur l'espace physique pour résoudre ce qui est qualifié de "malaises sociaux".

La mixité sociale serait l'envers de la ségrégation. Mais l'usage qui en est fait par exemple dans les dernières lois⁵ visant *in fine* la résolution du "problème de la banlieue"⁶ montre assez que cette acception positive possède une connotation plus consensuelle que des dispositions qui lutteraient contre la ségrégation, lutte qui renverrait *in fine* à un "égalitarisme" socio-spatial inconcevable pour certains. De la sorte, les groupes sociaux favorisés peuvent aisément prôner la lutte contre les "ghettos"⁷ sans qu'ils ne soient pour autant disposés à cohabiter avec des couches sociales qu'ils jugent comme étant inférieures.

Selon ces discours, la mixité aurait de nombreuses vertus et d'abord celle d'assurer un bras-

sage de toutes les couches sociales, brassage qui serait garant de la cohésion sociale laquelle se traduirait par des rapports sociaux où les conflits seraient absents. Cette cohésion transcenderait les différences, dépasserait d'un côté l'égoïsme (faute de remettre en cause un individualisme sinon souhaitable du moins assumé) et, de l'autre, la guerre de tous contre tous. L'idée n'est pas nouvelle et la plupart des utopies mettent en scène cette coexistence harmonieuse⁸ adhérant par là-même à une conception organiciste de la société en ce que le "corps social" retrouverait ainsi une unité perdue et la complémentarité désormais concrètement vérifiée de chacun des membres qui le compose. C'est cette capacité de brassage que les urbanophiles attribuent à la ville, vue comme concrétisation d'un creuset, un parangon social et politique - peut-être en allusion à la théorie de Max Weber et certainement rapporté au modèle de la ville européenne⁹ -, en référence à un âge d'or qui n'a jamais historiquement existé. De la sorte, le côtoïement et les interactions rapprochées provoqueraient mobilité physique et mobilité sociale, la seconde étant la conséquence quasi-mécanique de la première, comme le résultat d'une loi de physique sociale. L'objectif est de balayer les "enclaves", les zones qualifiées de "non-droit", les secteurs trop socialement "marqués"¹⁰, trop visiblement différenciés, y compris fonctionnellement¹¹, sans que cette guerre contre le communautarisme et la prévention contre la sécession - grande peur jamais totalement éteinte de nos sociétés occidentales et surtout du républicanisme français - ne soit vue comme contradictoire avec l'avènement d'un sentiment d'appartenance à la ville et à son quartier, bien au contraire.

Certes, la confrontation de cet impératif de mixité avec la réalité du monde social montre déjà les limites de sa mise en pratique. Il en est ainsi de l'échelle à partir de laquelle pourrait s'appliquer cette mixité: quel serait le niveau territorial pertinent (l'agglomération, la commune, le quartier voire l'immeuble...) pour qu'il soit susceptible de répondre à cette volonté d'harmonie sociale? Il en est de même pour sa mesure: la situation de mixité peut renvoyer à un moment d'équilibre instable d'un processus de prolétarianisation d'un quartier ou de son embourgeoisement. Enfin, c'est aussi ne pas considérer la résistance des catégories favorisées à devoir côtoyer des catégories plus modestes (Pinçon et Pinçon-Charlot, 2007), résistance s'exprimant par divers moyens dont l'acceptation des communes aisées de payer une taxe pour éviter ce côtoïement constitue un des plus explicites¹². Il faudrait aussi rappeler les nombreuses études sociologiques qui montrent qu'il ne suffit pas de se côtoyer — à condition qu'on le veuille — pour avoir des relations sociales intenses et que la "pédagogie de la proximité" a maintes fois prouvé ses limites (Chamboredon et Lemaire, 1970)¹³.

Mais outre les objections souleves qui obrent la ralisation d'un tel objectif, ce sont surtout ses implicites qui intressent notre propos.

Car plutt de mixit sociale, c'est surtout de mixit socio-spatiale dont il s'agit. Autrement dit, c'est la coexistence physique rapproche, la coprsence de diffrentes catgories sociales qui sont recherches. L'objectif vis est l'homognisation de l'occupation sociale de l'espace physique, intervention uniformisatrice et unificatrice qui apaiserait les malaises sociaux imputs la ville ou au quartier lequel serait un *pharmako*, c'est--dire la fois le mal et le remde. Finalement, en spatialisant la question sociale, on postule que les caractristiques de l'un (l'espace) auraient des effets sur le fonctionnement de l'autre (la socit). Exprim en termes d'action, cela signifie qu'on peut rsoudre des problmes sociaux en intervenant sur l'espace. cet gard, il est intressant de noter que, pour rsoudre la question des pauvres et de leur logement et suivant une double euphmisation — en masquant la fois la question du logement des catgories les plus modestes et l'aspect socialement organisationnel de la mixit —, les derniers textes lgislatifs parlent davantage de "diversit urbaine".

De nombreuses critiques peuvent tre faites ce postulat qui sert de base un tel raisonnement et d'abord les checs rpts de la Politique de la Ville: la rhabilitation des logements sociaux n'a pas atteint, loin s'en faut, ses objectifs de paix sociale et les "meutes" concernent aussi les quartiers o les dispositifs de la Politique de la Ville (rhabilitation des btiments, restructuration des espaces publics...) ont t appliqus plusieurs reprises. L'espace physique n'est pas mcaniquement un inducteur des rapports sociaux, il en est ventuellement un indicateur. Comme le prcisait H. Lefbvre: "le mode de production organise - produit - en mme temps que certains rapports sociaux - son espace (et son temps)" (Lefbvre, 1986: IX). Mais, franchissant le pas, lus et techniciens pensent qu'en apprhendant l'espace, il est possible de lire, comme livre ouvert et sans distorsion, les rapports sociaux et ce qui les fonde, ngligeant en cela la profondeur et la complexit socitales. Le passage de la spatialit - le dploiement des groupes et de leurs activits dans un espace - au spatialisme permet de dvelopper un argument simple, presque d'vidence et trouvant cho dans la *doxa*. Il s'agirait peut-tre d'une rsurgence de la thorie des climats justement critique (Bourdieu, 1980), qui indexait les caractristiques sociales et psychologiques des populations celles, gographiques, du lieu o elles rsidaient¹⁴.

Mais, plus fondamentalement, en passant de la description l'explication, et de l'explication au remde, ce raisonnement considre l'espace respectivement comme rvlateur, cadre et moyen d'action. Aussi, outre les modalits et le contenu

des actions, c'est galement le reprage des lieux o elles vont se dployer qui se trouve de la sorte pr-construit.

Identifier les lieux " problmes"

Oprer une description suppose de noter certaines caractristiques spcifiques l'objet vis par celle-ci et, concernant notre propos, une partie de l'espace physique et de ses composantes. Ce qui appelle une double remarque, d'une part concernant les caractristiques propres cet objet et, d'autre part, concernant la ralit et la pertinence de celles-ci. Pour ce dernier point, on sait que l'on peut identifier un objet de multiples manires, suivant l'action ou la rflexion qui est vise et qui guide par consquent cette identification¹⁵. Quant aux caractristiques spcifiques de cet objet, elles sont en partie dpendantes des reprsentations que l'on peut appliquer la classe ou la srie - pour reprendre un vocabulaire taxinomique - dans laquelle on peut l'inclure. Pour notre propos, il s'agit de reprsentations de ce qui est souhaitable ou non, normal ou anormal, beau ou laid ou autres qualifications discriminantes qui rsultent d'un classement relationnel et d'un systme de valeurs fonctionnant aussi par oppositions. Dans un autre registre, une formule bourdieusienne peut rsumer ce mode de classement: "le got des uns est le dgot des autres". De la mme manire que ces prrequis sont amnsis dans nos activits quotidiennes, la slection ou la construction d'informations, d'indicateurs permettant d'isoler et de dlimiter physiquement et socialement une partie d'espace sont des processus oublis. L'action sur l'espace - moyen pour atteindre l'objectif social vis - est, elle aussi occulte en tant que principe concourrant cette construction sociale. Ce tri mobilise un rpertoire de catgories, de thmatiques qui sont souvent impenses et des expressions dj socialises, alors mme qu'elles se prsentent comme objectives et dpourvues de dterminations sociales. La dlimitation en territoires qui sont institutionnellement ou oprationnellement prconstruits (les quartiers, les communes, les villes) ou l'usage de statistiques nationales sont cet gard exemplaires. De cette manire, sont fabriques des zones d'intervention qui se prsentent comme homognes et pertinentes, zones dont il suffisait d'agrger les diffrentes composantes pour les identifier¹⁶.

Mais il est un autre mode d'approche complmentaire liant espace physique et espace social: celui qui consiste reprer des lieux dont il faudrait saisir le "gnie" (*genius loci*), sa personnalit, sa nature ou retrouver son identit. En ce sens et la diffrence d'une zone qui serait occupe (en ce sens, l'espace ne serait qu'un rceptacle), le lieu serait un espace habit et appropri qu'il conviendrait de dcouvrir:

les urbanistes parlent quelquefois de la "vocation" d'un lieu, par personnification et comme s'il en était naturellement porteur. Une telle opération de "découverte" participe d'une pensée substantialiste (Bourdieu et alii, 1993)¹⁷, faisant prévaloir une totalité déjà présente, existant en soi, mélangeant de manière indissociable population, activités humaines et environnement physique.

Ces quelques remarques contribuent à mieux appréhender une propriété du raisonnement: sa circularité. Plus précisément, c'est l'intention d'agir qui oriente la saisie de l'espace sur lequel on veut intervenir et les caractéristiques préférentielles qu'on lui assigne, lesquelles seraient la cause de dysfonctionnements sociaux, lesquels à leur tour, justifieraient l'intervention sur l'espace ainsi repéré, délimité et caractérisé.

Par ailleurs, si la "découverte" du lieu comme la construction de zones opérationnelles relèvent finalement du même amalgame associant espace physique et espace social, la démarche de zonage est illustrative d'une propension à l'arithmétique sociale. On a vu que l'impératif de mixité, bien que se heurtant à la mesure de la notion et à ses modalités d'application, implique un calcul. On pourrait aussi évoquer les données chiffrées (pourcentage de chômeurs, de familles d'origine étrangère ou monoparentales, le taux de scolarisation...) qui abondent dans la description de ces zones, tendant à les homogénéiser et à justifier une intervention publique spécifique. Or, non seulement ces quartiers d'habitat social ont souvent des caractéristiques fort différentes (Champion et Marpsat, 1996), mais tout se passe comme si certains indicateurs — comme celui de "seuil de tolérance"¹⁸ ou des indices de pauvreté ou de précarité — pouvaient quantifier les malaises sociaux, expression d'un fantasme des chiffres¹⁹ propres à une gestion technocratique et économiste de la société et répondant en écho au raisonnement spatialiste. Comme on l'a déjà noté, ces chiffres tendent à asseoir "scientifiquement" un diagnostic et une identification et sont censés leur apporter un gage de certitude, préjugant de la sorte de l'efficacité des solutions, voire de la prévention de risques sociaux (Bonelli, 2001)²⁰. Mais il convient également de remarquer que si ces indicateurs contribuent à la construction sociale de ces quartiers en tant que ceux-ci doivent bénéficier d'une action publique, ils sont eux-mêmes l'objet d'une construction jamais totalement achevée puisque sujette à débat et polémique (Tissot, 2004). D'ailleurs, c'est aussi parce qu'ils sont justiciables d'une action publique qui nécessite une évaluation, qu'au-delà du repérage-construction de ces quartiers, ont été mis en place des observatoires produisant et étudiant des statistiques. Ce qui est une nouvelle preuve de la circularité du raisonnement spatialiste et une précision sur les opérations par lesquelles

elle se développe. Il faut cependant ajouter que cet appareil statistique peut paraître secondaire, bien que symboliquement important dans son effet de légitimation, puisque ce sont les élus locaux qui, en dernier ressort, décident si tel secteur est éligible ou non aux aides et procédures prévues par la Politique de la Ville.

Dans ce raisonnement, le recours à des informations quantifiées ne s'oppose pas vraiment à une connaissance *in vivo* du terrain qui, comme le revendiquent les médiateurs sociaux ou certains bailleurs, pourrait apparaître moins froide et moins désincarnée. En effet, cette seconde approche, prétendue "plus sociale", utilise de nombreuses notions qui, pour être de nature qualitative et appliquées au lieu qu'elles doivent décrire et dont elles doivent expliquer et combattre les dysfonctionnements, contribuent elles aussi à nourrir voire à renforcer les préjugés spatialistes.

Emotions, normes et manques

Des mots comme "apartheid" ou "ghettos" se retrouvent fréquemment dans les discours des élus et des professionnels. C'est en effet en jouant sur le registre émotionnel, qu'il soit d'ordre compassionnel ou d'ordre belliqueux ("guerre contre la délinquance" ou "contre l'injustice" que subissent les populations de ces quartiers), que le politique entend mobiliser les moyens mais aussi les (bonnes) consciences (Chevalier, 2004)²¹. Même s'il semble bien que depuis quelques années, l'émotion à caractère charitable et religieux ait davantage laissé la place à une attitude plus guerrière et répressive, la confusion-recouvrement entre espace physique et espace social se retrouve dans les mots ponctuant l'analyse de la situation de certains secteurs de banlieue²² et dans les déclarations politiques et articles de journaux.

Or et en premier lieu, rapportés au contexte français, ces mots n'ont aucune pertinence, si ce n'est par rapport aux sentiments qu'ils sont censés provoquer, à commencer peut-être par le rejet de situations existant ou ayant existé dans certains pays comme l'Afrique du Sud ou les Etats-Unis. Cependant, malgré les nombreuses critiques dont surtout l'usage du mot ghetto a fait l'objet (Maurin, 2004; Vieillard-Baron, 1996; Wacquant, 2006) il continue d'être employé sans hésitation par les journalistes, les responsables politiques²³ et même de manière euphémisée par certains chercheurs qui, plus prudents, évoquent plutôt la "ghettoïsation". Car il faut le répéter, si l'on définit le ghetto comme un secteur urbain relevant d'une volonté claire et permanente de mettre à l'écart un groupe qu'on juge "souillé et souillant" et ayant des institutions spécifiques, on ne peut parler de ghetto français (Wacquant, 1992 et 2005)²⁴. Il suffit aussi de com-

parer quelques chiffres comme ceux de la criminalit, des ressources des familles ou de mortalit infantile ou encore les politiques publiques des deux pays²⁵. Il suffit galement de se rappeler que les grands ensembles d'habitation, aujourd'hui si dtests et stigmatiss, ont accueilli dans les premiers temps (la fin des annes 1950) une population d'origine sociale trs diverse. Le ctoiemnt d'ouvriers, d'employs et de cadres tait alors le rsultat d'une politique de peuplement dcide et applique par les organismes de logements sociaux et ce sont les incitations financires promouvant l'accession la proprit, le jeu des trajectoires rsidentielles diffrentielles, la fin du fordisme et la monte du chmage qui ont fait que ces grands ensembles sont habits aujourd'hui par une population appauvrie et gnralement captive²⁶.

Au-del du sensationnalisme produit par ces mots constamment utiliss, de leur association avec d'autres (dlinquance, immigration, islamisme, bton, communautarisme...), de leur effet de hantise attache aux images qu'ils voquent - les mdias mais aussi les politiques comparent ces quartiers Harlem ou au Bronx - et de l'incongruit de la comparaison entre la situation franaise et celle des Etats-Unis, il importe ici d'analyser les prsupposs cognitifs qu'ils vhiculent. En effet, le mot ghetto tout particulirement relve d'une confusion entre l'environnement dans lequel une population vit et les caractristiques de cette population. Certaines thses d'cologie urbaine et des travaux amricains plus rcents suggrent qu'un milieu spcifique crerait une culture spcifique et, pour notre propos, une culture de la dviance et de la pauvret (Wirth, 1980; Wilson, 1987)²⁷. Naturalisant une situation historique et de la mme manire qu'il existerait une relation de cause effet entre ethnicit et pauvret, ce serait les attributs du milieu de rsidence qui produiraient des dispositions particulires de ses habitants. Bien qu'en France on ne puisse omettre l'usage frquent de l'argument, fut-il euphmis, de l'origine ethnique voire celui du communautarisme²⁸ pour rendre compte de comportements "marginiaux", la Politique de la Ville mentionne plus ou moins implicitement l'influence du milieu physique (architecture, urbanisme, localisation...) sur les rapports sociaux, bien que le vocabulaire officiel prfre utiliser le terme plus neutre de "relations sociales". Conjointement ce qui est considr comme des dysfonctionnements provoqus par un environnement spcifique, le jugement port de l'extrieur sur ce mme environnement et ses habitants, qui se traduit par ce que l'on nomme "l'effet d'adresse", ne fait que l'amplifier sur le mode pjoratif en les stigmatisant ainsi une deuxime fois. Pourtant, tous les logements prsents dans ces quartiers ne sont pas dgrads, la qualit de leur construction n'est pas moindre que des maisons individuelles construites

 la mme poque et dont les pouvoirs publics en avaient alors favoris voire vant l'dification. Les arguments techniques qui justifieraient la dmolition des grands ensembles (Baudin et Genestier, 2006)²⁹ ne sont que la partie visible et dforme de raisons plus profondes et bien plus significatives qui sont ancres dans le raisonnement que nous essayons ici de mettre jour et d'analyser. La dmolition de ces grands ensembles serait le degr zro de cette posture spatialiste ou son expression la plus parfaite. En tout cas, c'est bien de la dispersion et de l'invisibilisation des pauvres dont il est question.

La qualification procde galement par catgorisation sociale ou types sociaux. Ces catgories sont cres pour les besoins de la cause l'instar de celle des "exclus" (qui rime avec exclusion du travail ou de la ville entendue dans sa vertu intgratrice), catgorie qui agrge des individus ayant des situations et des trajectoires diffrentes sans d'ailleurs et paradoxalement qu'on puisse la rfrer des territoires particuliers, si ce ne sont ceux situs hors des quartiers riches.

De la mme manire, l'diction et l'application de normes contribuent caractriser des lieux et leurs habitants et justifier l'intervention spatiale. Ces normes prsupposent l'existence d'une situation conforme, dont la rationalit ne renvoie qu' celle de leurs crateurs, loigne et rductrice de tout ce qui concourt rellement produire du social. Certes, ces normes, comme les catgories dont elles sont aussi au principe, dans le mme temps qu'elles sont construites, construisent aussi ceux qui en seront bnficiaires ou qui y seront assujettis. Ainsi, dans le cas de la Politique de la Ville, les diagnostics des territoires font souvent tat de "manques", qu'ils soient considrs comme consubstantiels l'dification de ces quartiers ou qu'ils soient apparus postrieurement - la seconde occurrence tant souvent considre comme la consquence de la premire. Dans les annes 1980 et 1990, des procdures portaient le nom de Dveloppement Social des Quartiers (DSQ) ou de Dveloppement Social Urbain (DSU), prjugeant du sous-dveloppement ou d'un dveloppement anormal de ces zones³⁰. Si certains de ces manques peuvent se traduire concrtement (manque de transports collectifs, manque d'espaces verts...), d'autres font rfrence des notions qui sont sujettes dbat comme le manque "d'urbanit". Il s'agit ici d'une autre manifestation de la pense spatialiste: comme on s'en doute, les manques sollicitent simultanment un registre physique et un registre social et les font jouer dans une relation de cause effet. Par exemple, le manque de transports collectifs prsuppose que ce serait "l'enclavement" ou l'isolement d'un quartier par rapport au reste de l'agglomration qui serait l'origine de maux sociaux, faisant prvaloir, *in fine*, la vertu prte la mobilit. Par exemple, le manque d'espaces verts

présuppose que les pelouses ou les arbres contribueraient à la paix sociale³¹! Quant à "l'urbanité", sa définition – "*Politesse faite de courtoisie naturelle et d'un grand usage du monde*" – rappelle paradoxalement la négation des processus de socialisation et, dans le même temps, les vertus de la mixité sociale dont celle du côtoiement. Ce qui conduit à des interventions publiques en "re" (requalification, réhabilitation...) répondant à un diagnostic en "de" au sens privatif (déqualification, déstructuration...) ³², sans que l'on sache à quel type concret de forme sociale ou spatiale on se réfère. En effet, que serait ce "plein" répondant à ce "manque"? Ce qui est probable, c'est que la maison (individuelle), la propriété et les stéréotypes qui s'y rattachent doivent y tenir une place importante.

Politique, lieu et identité

La résolution des dysfonctionnements sociaux par une action sur le cadre physique auquel ils sont rapportés et par lequel ils sont expliqués suppose d'adhérer plus ou moins implicitement à un raisonnement et au postulat principal qui le fonde. Pourtant, dans les années 1970, ce raisonnement a fait l'objet de nombreuses critiques qui dénonçaient alors "l'idéologie urbaine" (Castells, 1972; Dagnaud, 1978) ³³. Mais l'usage intensif du postulat spatialiste par la Politique de la Ville témoigne de sa résistance et en illustre les termes: l'espace physique serait un moyen et un révélateur pour lire le social, en même temps qu'il pourrait être utilisé pour résoudre ces dysfonctionnements. Procédant par substantialisation et naturalisation, ce raisonnement circulaire, voire tautologique et guidé par un impératif d'action soulève de nombreuses questions de différents ordres. Par exemple, certaines d'entre elles concernent l'explication de la situation actuelle de certaines banlieues et des remèdes susceptibles d'y répondre. De nombreux travaux sur la politique du logement — tant dans ses principes ou son financement que concernant plus précisément la gestion du peuplement des grands ensembles - qu'ils soient de nature générale ou plus monographiques, sur la longue durée ou sur ces dernières années, ont livré des éléments de réponses (Bourgeois, 1996; Lelévrier, 2006; Tanter et Toubon, 1995). Il en est de même pour l'évaluation de la Politique de la Ville d'un point de vue théorique et / ou plus circonstancié (Behar, 1997) ³⁴. D'autres recherches étudient ces mouvements de révolte ou de désespoir (c'est selon la lecture) insistant sur les aspects sécuritaires (Roché, 2006), culturels (Kokoreff, 2003) ou structurels (Beaud et Pialoux, 2003; Garnier, 2007) ³⁵.

En guise de conclusion et sans prétendre épuiser l'analyse du raisonnement spatialiste, les réflexions qu'il nous a suggérées nous conduisent à évoquer deux séries de remarques.

La première d'entre elles concerne le rapport au politique. Si l'action sur l'espace pour résoudre des problèmes sociaux ne semble pas obtenir les résultats prévus, au moins pour ces quartiers, comment alors, en l'exprimant presque naïvement, expliquer que cette manière de penser et d'agir puisse perdurer? Au-delà des questions posées par l'évaluation des résultats de la Politique de la ville (Epstein, 2000), diverses réponses sont envisageables faisant valoir différentes postures et registres. Parmi celles-ci, des travaux montrent en creux les limites d'une analyse globalisante resituant ces quartiers dans un processus associant fragmentation urbaine et fragmentation sociale (Donzelot, 2003). D'autres études privilégient des explications prenant en compte la recomposition sociologique de la population française, le rapport au travail ou les processus de domination voire d'exploitation (Beaud et Pialoux, 2002; Garnier, 2007). Il nous semble que cette question doit aussi être posée en référence à la nature du politique au moins dans le cas français. En effet, le politique a besoin d'une assise territoriale et c'est sur cette base socio-spatiale qu'il entend agir et, pour que cela soit possible, lire et comprendre ce qui s'y passe afin d'y apporter remède. Et puisque c'est localement et en fonction des réponses concrètes et visibles que la légitimité du politique s'évalue, l'espace en tant que révélateur et moyen d'action joue par conséquent un rôle prépondérant. Dès lors, il ne semble pas étonnant que l'illusion procurée par le raisonnement spatialiste et qui lui est aussi consubstantielle d'une part et d'autre part *l'illusio* politique (Le Bart, 1998) faite de prophétisme et de maîtrise - voire, dans la situation française, de capacité d'instituer et de façonner le social - puissent se répondre et mutuellement se nourrir. De plus, cet effet de croyance et de légitimité se retrouve dans un univers auquel le politique a souvent recours: celui des urbanistes qui puisent dans le raisonnement spatialiste un code implicite d'appartenance professionnelle et le bien-fondé de leurs interventions.

Ces quelques éléments de réponse qui devraient être approfondis et vérifiés, sollicitent un second thème, complémentaire à celui du politique, qui concerne l'identification par le lieu. L'amalgame lieu / individus ou groupes ne relève pas que du raisonnement spatialiste, au moins dans l'acception selon laquelle nous l'avons analysé. En effet, notre identité est pour partie rapportée à un espace: le pays où nous sommes nés, le quartier que l'on habite, les services administratifs où nous sommes répertoriés sont autant de signes identificatoires voire de classements qui relèvent d'actes d'Etat et de représentations qui, pour certaines d'entre elles, sont intimement liées à ces actes. Sans entrer dans le débat sur la notion d'identité (Brubaker, 2001) ³⁶, il est certain que les lieux ne sont pas sans rapport avec celle-ci mais ce rapport n'est pas de même nature

que celui nonc dans le raisonnement spatialiste. Si P. Bourdieu parle de pouvoir de l'espace (Bourdieu et alii, 1993), ce n'est pas en tant que tel mais parce qu'il est l'expression de l'espace social et parce que l'inertie du premier, en cristallisant les proprits du second, lui confre une puissance et la possibilit d'y exercer des "profits"³⁷, transcriptions partiellement brouilles de la hirarchie sociale. Ce qui amne deux ultimes rflexions d'ordre plus gnral.

L'amalgame lieu / individu fait valoir une conception substantialiste de la socit lie semble-t-il davantage une conception particulire de l'Etat suivant laquelle ce dernier devrait mettre en ordre et mettre en forme la socit relativement (symboliquement voire physiquement) un foyer - virtuel et rel - de valeurs. Or, suivant d'autres conceptions, c'est la capacit de mobilit qui est valorise et qui mesure l'intgration de l'individu³⁸. La rfrence externe s'opposerait une dtermination interne et le positionnement au mouvement. Au-del, certains pensent que la mobilit des individus et des groupes invaliderait cette association de l'identit au lieu, voire l'identit elle-mme. Mais alors, comment expliquer la fois la valorisation de certaines manifestations (ftes, patrimoine...) d'une socit locale supposes (re)crer ou entretenir un sentiment d'appartenance et l'identification d'un individu un groupe dont les membres sont gographiquement disperss?

Notas

¹ Cet article reprend des lments de contributions plus anciennes : « Limites spatiales, limites sociales, propos de limites administratives et oprationnelles, *Cahiers du CREHU*, 1996 ; « La mixit sociale : une utopie urbaine et urbanistique », in *Les utopies de la ville*, Presses universitaires de Franche-Comt, 2001 ; G. Baudin et P. Genestier (eds), *Banlieues problmes. Construction d'un problme social et d'une action publique*, La documentation franaise, 2002.

² Les guillemets sont utiliss pour prciser que nous considrons le mot dans son acception commune sans pour autant adhrer celle-ci. Prcisons aussi que ce qui sera nomm "grand ensemble" est la forme urbaine gnralement associe ces quartiers et constitue de logements regroups dans des tours et des barres, morphologie reprsentative de l'urbanisme et de l'architecture du Mouvement moderne. Ces grands ensembles, dont la plupart ont t difis du milieu des annes 1950 au dbut des annes 1970, peuvent comporter plus de 4000 logements. Ces quartiers ont fait l'objet de multiples appellations administratives comme "quartiers prioritaires", "quartiers en convention" ou "zones urbaines sensibles". Ici, nous emploierons l'expression "quartiers d'habitat social" et plus rarement l'expression "grands ensembles".

³ Voir les nombreuses contributions qui traitent des implicites sous-tendant chacune de ces occurrences. D'une manire plus gnrale et selon une lecture spontane, la multiplication de ces travaux ne relverait que d'un banal opportunisme. Mais on occulterait de la sorte une

mise l'preuve la fois des rfrences thoriques de la sociologie et du mtier de sociologue. Mise l'preuve en ce que la saisie et l'interprtation de ces vnements pourraient ou non s'intgrer dans des schmas explicatifs gnraux dj constitus, voire les inflchir ; mise l'preuve aussi de dilemmes rcurrents dans l'exercice de la sociologie tels ceux relatifs l'opportunit de livrer une rponse quasi immdiate et ou encore aux conditions sociales de production et de diffusion d'une analyse cense tre pertinente, voulue quelquefois prescriptive sinon prdictive. Pour l'analyse critique des rcents ouvrages parus, voir la recension de J-P. Garnier: "Retour de flamme" (2007).

⁴ Si officiellement, la Politique de la Ville fut instaure au dbut des annes 1990 par la cration d'un ministre charg de la mettre en uvre, les premires mesures intressant les quartiers d'habitat social datent de la fin des annes 1970. C'est au dbut de cette mme dcennie que l'urbanisme de tours et de barres (les grands ensembles) a t critiqu (circulaire d'O. Guichard, Ministre du Logement, en 1973), rquisitoire contrastant d'ailleurs singulirement avec les dclarations prophtiques et enthousiastes faites lors de leur dification.

⁵ On fait ici allusion la Loi d'orientation sur la ville (LOV) de 1991 dite loi "anti-ghetto", au Pacte de relance pour la ville (1996), la Loi solidarit et renouvellement urbains (2000) voire la Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rnovation urbaine (loi Borloo) de 2003.

⁶ Les guillemets se justifient ici et comme on le verra plus loin, par le fait que nous n'adhrons pas l'ide suivant laquelle on rapporte l'explication d'un problme au lieu dans lequel il se manifeste.

⁷ La connotation quasi guerrire fait penser une "croisade" contre le mal. Au risque de surinterprter, le fantasme de l'islamisation de la socit franaise peut aussi illustrer cette remarque.

⁸ Le Phalanstre imagin par Charles Fourier (1772-1837) devait rassembler environ 400 familles soigneusement rpertories. De nombreux rcits fondateurs voquent cette harmonie initiale ou retrouve (e.g. l'pisode de l'Arche de No). On pourrait aussi relever l'aspect cumenique de ces assertions...

⁹ En France, il s'agit d'une reprsentation largement partage par les lus locaux selon lesquels la commune est une ralit historique et la cellule de base de la dmocratie. ce sujet, il faudrait s'interroger sur l'ventuelle contradiction entre cette affirmation et la prvalence accorde de fait la dmocratie reprsentative au niveau national.

¹⁰ On l'aura compris: la crainte d'un marquage trop visible ne concerne videmment pas les lieux habits par les couches sociales les plus riches.

¹¹ Cet objectif remet implicitement en cause le zoning cher au Mouvement moderne de Le Corbusier qui prnait la sparation des fonctions urbaines, par exemple en rservant des secteurs destins l'habitat bien spars d'autres devant accueillir les activits.

¹² La Loi solidarit et renouvellement urbains impose une taxe aux communes de plus de 3500 habitants situes dans des agglomrations de plus de 50 000 habitants qui n'auraient pas 20% de logements locatifs sociaux.

- ¹³ A ce propos, il est intéressant de noter la surdit des pouvoirs publics l'gard de nombreux travaux socio-logiques dont les rsultats convergent en ce sens.
- ¹⁴ P. Bourdieu, crit propos de cette thorie qu'elle est "un remarquable paradigme de la mythologie scientifique" (Bourdieu, 1980: 21). Voir aussi les premiers travaux — dterministes — de gographie lectorale comme le *Tableau politique de la France de l'ouest* de A. Siegfried (1914) lequel crivait alors: "(...) le granit fait le cur et le calcaire l'instituteur".
- ¹⁵ Un ingnieur, un architecte ou un sociologue ne "verra" pas un quartier de la mme manire... Les lments caractristiques relevs par chacun tant pourtant aussi valides puisque correspondant aux valeurs et catgories propres de leur champ respectif.
- ¹⁶ D'une certaine manire, on peut dire que les urbanistes "voient" des zones oprationnelles correspondant comme par magie des procdures administratives et financires rptories.
- ¹⁷ P. Bourdieu affirme qu'on ne peut viter la pense substantialiste des lieux "qu' condition de procder une analyse rigoureuse des rapports entre les structures de l'espace social et les structures de l'espace physique" (Bourdieu, 1993: 159).
- ¹⁸ Schmatiquement, le seuil de tolrance indiquerait le pourcentage d'trangers ou de familles immigres (sous entendu: d'origine maghrbine ou d'Afrique noire) qui, dans un secteur urbain, ne devrait pas tre dpass au risque de gnrer des dysfonctionnements sociaux. Cette notion s'est trs librement inspire de celle, nord amricaine, de *tipping point*, mesurant le degr de libert des noirs en matire de mobilit rsidentielle.
- ¹⁹ Par exemple, propos de la taille des villes, le Rapport Peyrefitte "Rponses la violence" diagnostiquait: "Les franais ont perdu la vie de la rue, de la place, du mouvement, de l'change. [Il faut] promouvoir une politique permettant aux villes de ne pas dpasser [...] le chiffre de 200 000 habitants..." (Peyrefitte, 1977: 716-717). Ce rapport ajoutait qu'il fallait rduire le nombre d'tages pour lutter contre la dlinquance. Si aujourd'hui, les responsables politiques ou administratifs ne se risquent plus autant de prcision chiffre, la propension la quantification reste nanmoins fondamentalement la mme.
- ²⁰ Bien qu'il ne s'agisse pas de chiffres, les incidents survenus dans certains quartiers d'habitat social ont donn lieu un classement (chelle Bui-Trong) qui catgorise ces vnements suivant une chelle comportementale base sur le degr de remise en cause — lire: dgradations, incendies d'automobiles ou de btiments... — de symboles de l'autorit de l'Etat (coles, postes de police...) , opration cense faciliter le diagnostic et adapter l'intervention de la police.
- ²¹ Dans son ouvrage *De l'utopie la compassion. Sociologie critique de la politique de la ville*, l'auteur reprend des discours dans lesquels il note le pathos, la dnonciation de la souffrance et du dsespoir (Chevalier, 2004: 167 et sq)
- ²² On peut aussi citer des expressions comme "cul-de-sac" ou "enclave", signifiant la fois enfermement spatial mais aussi social. Sans aller jusqu' autonomiser une analyse discursive risquant de dtacher son matriau de ses fondements sociaux, il faut remarquer qu'on retrouve
- dans ces discours des figures rhtoriques propres mlanger deux registres ou deux niveaux de sens. Ainsi, de la "poche"...qui peut tre "de pauvret" mais aussi, en langage militaire, "poche" ... "de rsistance".
- ²³ A propos des vnements qui ont eu lieu la fin du mois de novembre 2007, un lu dclarait qu'il fallait "mettre fin cet apartheid territorial, social et ethnique". La notion d'apartheid serait-elle forte plus forte que celle de ghetto dont la capacit motionnelle s'affaiblirait car continuellement employe ?
- ²⁴ L. Wacquant dfinit le ghetto comme "un dispositif socio-organisationnel qui dploie l'espace de sorte conjugur deux desseins antinomiques : 1) maximiser les profits matriels extraits d'un groupe considr comme souill et souillant et 2) minimiser tout contact intime avec ses membres de sorte carter la menace de corrosion et de contagion symbolique dont ils sont censs tre porteurs", in "Les deux visages du ghetto. Construire un concept sociologique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, 2005, p. 10. Sur le ghetto amricain, voir aussi N. Denton et D. Massey, *American Apartheid*, Descartes et Cie, 1995
- ²⁵ En 1990 par exemple, alors que les 2/3 des noirs amricains vivaient dans des zones qui accueillaien 95% de noirs, les 28 "lots sensibles" de la rgion parisienne comportaient 10 20% de personnes d'origine maghrbine ; la mortalit infantile est trois fois plus importante dans les ghettos noirs de Chicago que dans le reste du territoire de l'tat; les 3/4 des personnes du Chicago noir sont sans emploi alors qu'en France, si ce pourcentage atteint 40% dans certains quartiers d'habitat social, il est quelquefois infrieur au taux de chmage de la population rsidant dans le reste de l'agglomration.
- ²⁶ On ne peut ici entrer dans le dtail de l'volution de l'occupation sociale de ces quartiers qui, de l'espoir qu'ils reprsentaient pour crer un "homme nouveau" et de l'amlioration incontestable des conditions de logement qu'ils ont apporte de nombreux citadins, sont passs des lieux stigmatiss voire redouts. Parmi les nombreux travaux qui ont trait cette question : C. Bachmann et N. Le Guennec, *Violences urbaines. Ascension et chute des classes moyennes travers cinquante ans de Politique de la Ville*, Albin Michel, 1996 ; F. Dufaux et alii, *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, ed. ENS, 2003.
- ²⁷ Plus gnralement, il faudrait s'interroger sur l'importation (toute relative) de notions ou comme celle de seuil de tolrance voque plus haut (ou "d'under class") ou de raisonnements ayant cours aux Etats Unis. Voir ce sujet l'article de P. Bourdieu et L. Wacquant, "Sur les ruses de la raison imprialiste", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, 1998.
- ²⁸ Bien que les actes et les dclarations caractre raciste soient condamns par la loi, des insinuations de certains mdias ou les "dlits de facis" vrifies par des enqutes de *testing* l'entre de discothques ou lors de la recherche d'un emploi le montrent. Pour le communautarisme, c'est *in fine* de l'islamisme dont il s'agit.
- ²⁹ En 2004, il tait prvu de dmolir 200 000 logements en 5 ans, pour reconstruire souvent ailleurs des petits immeubles et des maisons individuelles.
- ³⁰ En 1977, la procdure Habitat et Vie Sociale, anctre de la Politique de la Ville, visait rtablir une "vie sociale normale".

- ³¹ Ce propos peut paraître outrancier. Il est pourtant présent dans de nombreux écrits d'urbanistes.
- ³² Il faut préciser que ces diagnostics ne sont pas souvent partagés par les habitants. Ainsi, une intéressante étude de 1998 (Etude CDC " Vivre la ville ", enquête IPSOS, 1998) montre que si les experts répondent à la question " Que trouve-t-on facilement dans son quartier ? " à 91% et 61% respectivement de la drogue et des armes, les habitants mentionnent un médecin (88%) et des commerces (77%) alors même que les experts ne se prononcent pour ces occurrences qu'à 36% et 18%. Alors que 53% des habitants pensent que la propreté améliorerait la situation des quartiers, c'est 55% des experts qui évoquent les transports collectifs...
- ³³ M. Castells définissait l'idéologie urbaine comme " *idéologie spécifique qui saisit les modes et les formes d'organisation sociale en tant que caractéristiques de l'évolution de la société, étroitement liée aux conditions technico-naturelles de l'existence humaine et finalement à son cadre de vie* " in *La question urbaine*, Maspéro, 1972, p. 102. M. Dagnaud en parlait comme d'un " discours [qui] s'organise comme un raisonnement logique permettant au technocrate de légitimer sa pratique [qui] réfracte, à travers l'espace une idéologie de l'Etat " et notait l'articulation " d'un projet politique sur la société mais médiatisé par l'espace " in *Le mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Enquête sur l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique (1945-1975)*, Mouton, 1978, pp. 296-297.
- ³⁴ Il s'agit là de quelques références choisies parmi de multiples publications Citons aussi Collectif, *Aux marges de la ville, au cœur de la société : ces quartiers dont on parle*, L'Aube, 1997.
- ³⁵ Il s'agit là encore d'une sélection.
- ³⁶ R. Brubaker note la confusion entre le concept descriptif et le concept analytique.
- ³⁷ P. Bourdieu parle ainsi de "profit de localisation" et de "profit d'occupation ", in *La misère du monde*, op. cit. p. 164 et sq.
- ³⁸ Cf. Les théories de l'école de Chicago et la conception anglo-saxonne du politique.

References bibliographiques

- BACHMANN, C. e N. Le Guennec (1996), *Violences urbaines*, Paris, Albin Michel.
- BAUDIN, G. (1996), "Limites spatiales, limites sociales. A propos de limites administratives et opérationnelles", *Cahiers du CREHU*, 6, pp. 69-84.
- BAUDIN, G. (2001), "La mixité sociale : une utopie urbaine et urbanistique", *Les utopies de la ville*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, pp. 13-23.
- BAUDIN, G. e P. Genestier (eds) (2002), *Banlieues "à problèmes". Construction d'un problème social et d'une action publique*, Paris, La Documentation Française.
- BAUDIN, G. e P. Genestier (2006), "Faut-il vraiment démolir les grands ensembles?", *Espaces et sociétés*, 124-125, pp. 207-222.
- BEAUD, S. e M. Pialoux (2002), "Sur la genèse sociale des 'émeutes urbaines'", *Sociétés contemporaines*, 45-46, pp. 215-243.
- BEAUD, S. e M. Pialoux (2003), *Violences urbaines, violence sociale*, Paris, Fayard.
- BEHAR, D. (1997), "La politique de la ville mérite-t-elle d'être évaluée?", Acadie, Politiques Publiques et Territoires. < <http://www.acadie-reflex.org/publications/txt086.pdf> >
- BONELLI, L. (2001), "Renseignements généraux et violences urbaines", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137, pp. 95-103.
- BOURDIEU, P. (1980), "Le nord et le midi. Contribution à l'analyse de l'effet Montesquieu", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 35, pp. 21-25.
- BOURDIEU, P. et al. (1993), *La misère du monde*, Paris, Le Seuil.
- BOURGEOIS, C. (1996), *L'attribution des logements sociaux*, Paris, L'Harmattan.
- BRUBAKER, R. (2001), "Au-delà de l'identité", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139, pp. 66-85.
- CASTELLS, M. (1972), *La question urbaine*, Paris, Maspéro.
- CHAMBOREDON, J-C. e M. Lemaire (1970), "Proximité spatiale et distance sociale", *Revue française de sociologie*, XI, pp. 3-33.
- CHAMPION, J-B. e M. Marpsat (1996), "La diversité des quartiers prioritaires: un défi pour la politique de la ville", *Economie et statistique*, 294, pp. 47-65.
- CHEVALIER, G. (2004), *De l'utopie à la compassion. Sociologie critique de la politique de la ville*, Paris, EPU.
- COLLECTIF (1997), *Aux marges de la ville, au cœur de la société: ces quartiers dont on parle*, Paris, Editions de l'Aube.
- DAGNAUD, M. (1978), *Le mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France*, Paris, Mouton.
- DONZELOT, J. (2003), *Faire société*, Paris, Le Seuil.
- DUFAUX, F. e A. Fourcatt (2003), *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Paris, Editions de l'ENS.
- EPSTEIN, R. (2000), "Les leçons paradoxales de l'évaluation de la Politique de la Ville", *Recherches et prévisions*, 62, pp. 33-41.
- GARNIER, J-P. (2007), "Une violence éminemment contemporaine. L'espace public urbain comme scène 'post-historique' ", *Espaces et sociétés*, 128-129, pp. 55-69.
- GARNIER, J-P. (2007), "Retour de flamme", *Espaces et sociétés*, 128-129, pp. 215-238.
- KOKOREFF, M. (2003), *La force des quartiers*, Paris, Payot.
- LE BART, C. (1998), *Le discours politique*, Paris, PUF.
- LEFÈVRE, H. (1986), *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 3^e édition.
- LELÉVRIER, C. (2006), *Les mixités sociales*, Paris, La Documentation Française.
- PEYREFITTE, A. (1977), *Réponses à la violence: rapport à M. Le Président de la République*, Paris, Comité d'études sur la violence, la criminalité et la délinquance.
- PINÇON, M. e M. Pinçon-Charlot (2007), *Les ghettos du gotha*, Paris, Le Seuil.

- MAURIN, E. (2004), *Le ghetto français*, Paris, Le Seuil.
- ROCHÉ, S. (2006), *Le frisson de l'émeute*, Paris, Le Seuil.
- TANTER, A. e J-C. Toubon (1995), " Vingt ans de politique française des logements sociaux ", *Regards sur l'actualité*, 214, pp. 33-50.
- TISSOT, S. (2004), " Identifier ou décrire les 'quartiers sensibles' ", *Genèses*, 54, pp. 90-111.
- VIEILLARD-BARON, H. (1996), *Banlieue, ghetto impossible*, Paris, Editions de l'Aube.
- WACQUANT, L. (1992), " Pour en finir avec le mythe des 'cités-ghettos' ", *Annales de la recherche urbaine*, 54, pp. 21-30.
- WACQUANT, L. (2005), " Les deux visages du ghetto ", *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, pp. 4-21.
- WACQUANT, L. (2006), *Parias urbains*, Paris, La Découverte.
- WIRTH, L. (1980), *Le ghetto*, traduction, Grenoble, Presses de l'université de Grenoble.
- WILSON, W.J. (1987), *The truly disadvantaged*, Chicago, University press of Chicago.